



Gewerkschaft des Verkehrspersonals
Syndicat du personnel des transports
Sindacato del personale dei trasporti

SEV Secrétariat central
Steinerstrasse 35
Case postale 1008
3000 Berne 6

Téléphone +41 31 357 57 57
info@sev-online.ch
www.sev-online.ch

06 novembre 2023

Les transports publics de Suisse ne doivent pas être lésés par l'UE

Le système de transports publics de Suisse est un modèle à succès. Jour après jour, des millions de personnes utilisent dans notre pays les transports publics pour se rendre au travail, pour faire les commissions ou pour les loisirs. De plus, un très grand nombre de marchandises sont transportées efficacement et écologiquement par le rail, en trafic intérieur ou de transit. Nos voisins nous envient ce système de qualité qui fonctionne très bien. Toute l'Europe observe et apprécie les transports publics de Suisse. Les personnes et les marchandises parviennent à destination de manière sûre, ponctuelle et écologique, et nous pouvons en être fiers. Il n'y a dès lors aucune raison de remettre en question ce système, même pas lors d'éventuelles discussions avec la commission européenne. Les principaux éléments qui font du système suisse un système à succès sont :

- **L'intégration tarifaire et l'horaire cadencé** : les voyageuses et les voyageurs peuvent parvenir du point A au point B de manière fiable et ponctuelle avec un billet valable dans tous les systèmes de transport. C'est aussi de cette manière que fonctionne l'abonnement général. Nous avons à disposition un instrument de contrôle performant et éprouvé, l'Alliance SwissPass. L'horaire cadencé permet de surcroît d'éviter les disputes pour occuper les sillons. Ce système doit être poursuivi.
- **La coopération au lieu de la concurrence** : la libéralisation imposée dans le secteur ferroviaire dans certaines parties de l'Europe a souvent amené une moins bonne offre, de plus mauvaises conditions de travail pour le personnel, un manque de ponctualité et de fiabilité. Nous voulons conserver à l'avenir encore des chemins de fer fiables en Suisse, pour le transport des voyageurs et des marchandises. Ceci est nécessaire pour obtenir un transfert du trafic de la route au rail. En Europe, c'est justement le contraire qui est en train de se passer. Ainsi la SNCF en France et la DB en Allemagne sont critiquées pour des subventions accordées au rail dans le trafic marchandises qui, soi-disant, causeraient des distorsions de marché. Résultat : le trafic marchandises s'en va de plus en plus du rail vers la route.
- **En Suisse, les transports publics font partie du service public** : que ce soit pour les personnes ou les marchandises, les transports publics relient la Suisse et veillent à un fonctionnement optimal au quotidien. Grâce aux transports publics, la grand-maman du fin fond d'une vallée peut rendre visite de manière autonome à ses petits-enfants à Zurich. Ceci est un acquis auquel nous ne devons en aucun cas renoncer. Dans beaucoup de régions périphériques d'Europe, des prestations auparavant étatisées ou subventionnées par l'Etat ont disparu suite à la libéralisation et à la politique de concurrence, et elles n'ont pas été remplacées par des prestations privées car elles ne sont pas suffisamment

rentables. La concurrence - et le dumping - sur les itinéraires rentables, qui sont ainsi perdus pour les chemins de fer nationaux, a pour conséquence une perte des subventions croisées pour les lignes secondaires, ce qui signifie des suppressions si les pouvoirs publics n'interviennent pas.

- **Des transports publics qui fonctionnent ont besoin d'un personnel motivé et qualifié** : pour cela on doit avoir des CCT avec des conditions de travail bien réglées pour le personnel des différentes entreprises (en particulier les entreprises de transport ferroviaires). Des rapports de travail réglés par des CCT permettent d'avoir du personnel motivé et qualifié, et garantissent sécurité et fiabilité. De tels rapports renforcent l'identification avec l'entreprise. Ceci, nous l'avons aujourd'hui. Nous ne devons pas le mettre en péril ! Les réglementations européennes actuelles ne suffisent pas à garantir de bonnes conditions de travail. En particulier, si l'on considère les mesures d'accompagnement, la protection salariale ne fonctionne pas dans le secteur des transports publics car il n'existe pas de CCT étendue. Les salaires suisses sur le rail suisse, dans les bus et les trains suisses, égal d'où vient le personnel : c'est le principe que nous devons défendre et conserver ! En clair : nous voulons une vraie protection salariale, nous en avons besoin, pour conserver le personnel qualifié dans ce secteur.

Les citoyens et le Parlement suisses ont exprimé clairement que la Suisse voulait maintenir le système de transports publics actuel. Ces personnes ne veulent pas d'une situation telle que celle de l'Allemagne. C'est pourquoi elles rejettent l'idée d'une libéralisation dans les transports publics prônée par une partie de la commission européenne. Elles ne veulent pas d'un démantèlement du service public. Une détérioration du système suisse de transports publics pour obtenir un accord avec la commission européenne n'entre pas en ligne de compte pour le SEV.

Notre position est la suivante : nous ne sommes pas contre l'Europe ; nous sommes pour un système de transports publics fiable, performant et efficace, en Suisse et en Europe. Nous prêterons main forte pour cela. Mais nous n'adhérons **pas** à une libéralisation et une privatisation absurdes, ni à une concurrence déloyale, ni au dumping salarial et social.

Les transports publics suisses sont exemplaires et doivent le rester, aussi à l'intérieur de l'Europe.

Matthias Hartwich

Président SEV

(Les paroles prononcées font foi.)